

Très bientôt, il faudra remplacer le CF-104. Nul doute que les concurrents s'alignent déjà pour la succession du *Starfighter* dans la flotte aérienne basée en Europe. Les mêmes questions se posent. Le Canada a-t-il vraiment besoin d'appareils aussi complexes que l'*Eagle* ou le *Tornado*, deux systèmes d'armes extrêmement dispendieux, tout comme le char *Léopard* d'ailleurs? Plutôt que de se procurer le dernier cri dans l'aviation de combat, ne serait-il pas mieux indiqué d'acheter quelque chose qui réponde à ses propres besoins? Est-il trop tard pour essayer de satisfaire à la fois aux exigences de la sécurité intérieure et à celles de la participation à l'OTAN? Bien entendu, il faudrait pour cela que le rôle du Canada dans l'Alliance soit repensé de façon à lui permettre, autant que possible, de répondre concurremment aux deux besoins en se dotant d'armes propres à assurer en même temps la sécurité nationale et la sécurité internationale.

La troisième option a déclenché une offensive diplomatique visant à réaliser certains objectifs économiques, mais le Canada n'aurait-il pas pu introduire certains aspects militaires dans les négociations? Il en résulte qu'à l'heure actuelle, par un manque total d'imagination, nos technocrates de la défense mettent de nouveau l'accent sur le front central de l'OTAN. Une fois de plus, nous admettons implicitement que c'est là que réside, sous une forme purement militaire, la principale menace à notre sécurité. Pourtant, tout indique que les dangers ne sont pas uniquement militaires et confinés à l'Europe centrale. Plutôt que d'essayer de trouver

une solution de rechange aux exigences des Européens — accroissement et perfectionnement des forces canadiennes stationnées chez eux —, le gouvernement semble s'être fait à l'idée d'acheter des tanks, des chasseurs avancés et des patrouilleurs à long rayon d'action, en échange d'un lien contractuel avec l'Europe des Neuf dont il ne connaît pas encore les avantages. Chose certaine, cette politique d'achats représente d'énormes investissements à fonds perdu. A cause de cela, seulement, il est improbable que notre politique de défense puisse, même si on le voulait, changer son orientation avant de nombreuses années.

Ainsi donc, ce qui en 1971 semblait annoncer une politique de défense conforme aux besoins du Canada et de l'OTAN a maintenant pris la tournure d'une désolante aberration, laquelle, en affaires étrangères, restera la marque de l'interrègne nationaliste que fut le premier gouvernement Trudeau. La promesse d'un changement de cap ne s'est pas réalisée. La politique de défense du Canada est essentiellement redevenue ce qu'elle était avant 1968. Elle vise non pas tant à protéger les ressources naturelles du pays et à appuyer ses revendications juridictionnelles qu'à développer une relation économique avec un groupe d'États en mesure de poser certaines conditions, notamment la promesse renouvelée de venir en aide à l'Europe en cas de guerre. Cette solidarité doit se manifester par la présence physique de nos soldats sur le vieux continent, non pas armés de leurs 32 *Centurions* et autres curiosités du passé, mais de tout l'arsenal sophistiqué que produit de nos jours la technologie militaire.